

L'Afrique et la société de l'information ou le mythe des raccourcis faciles

La lutte contre la fracture numérique est-elle une réponse crédible à la fracture sociale dont notre monde souffre tant ?

La santé pour tous, l'éducation pour tous, de l'eau potable pour tous. Que de promesses non tenues et de rendez-vous manqués avec la justice sociale, la convivialité vraie et la paix ! Et voici venue l'heure du cyberspace pour tous.

Des Etats et des institutions internationales qui n'ont pas su garantir aux peuples les biens essentiels alors qu'ils en ont les moyens sont-ils crédibles quand ils nous font croire que naviguer sur le cyberspace nous permettra de gagner du terrain sur les Nations industrialisées.

L'outil, si performant soit-il, peut-il compenser le manque de vision et de volonté politique ?

Telles sont quelques-unes des nombreuses questions qui interpellent l'Afrique à la veille de la conférence régionale qui aura lieu à Bamako, du 25 au 30 mai 2002 sur la société de l'information en préparation au Sommet Mondial de la Société de l'Information (SMSI).

Le Forum pour l'autre Mali, une émanation du Forum Social Africain, invite les Maliens et les Africains ainsi que les véritables amis et alliés de l'Afrique à profiter du SMSI pour questionner la société de l'information au-delà des termes retenus par les organisateurs de cet événement. La question fondamentale et cependant escamotée est celle du "Pourquoi des TICs, dans un environnement mondial où les rapports de forces sont totalement déséquilibrés, entre le Nord et le Sud et à l'intérieur des frontières, entre riches et pauvres ?".

Le discours dominant sur l'Afrique et la société de l'information fait l'économie de la dimension géostratégique et politique du débat pour vanter les prouesses de l'outil que personne ne remet en question.

La facilité avec laquelle les peuples accèdent aux TICs est certes un défi à relever mais les dynamiques sociales et politiques auxquelles elles participent au niveau local et mondiales sont primordiales.

Impulsées de l'extérieur et téléguidées, les démocraties formelles et mimétiques d'Afrique refusent, la plupart du temps, le débat public sur l'état et la marche du monde. Les Africain(e)s sont invité(e)s à faire abstraction du passé colonial, mais aussi des trois dernières décennies d'ajustement structurel qui, en même temps qu'elles ont démantelé, inutilement, nos économies, nos sociétés, nos familles et nos cultures ont détruit des vies entières. La société de l'information sollicite l'esprit et les maigres revenus des survivants de cette triste aventure du développement que sont les travailleurs compressés ou sous-payés, les jeunes diplômés ou non diplômés mais sans emploi et en instance de partir vers n'importe quelle destination et des ruraux tentés par des villes déjà surpeuplées. Les gagnants de la guerre économique et leurs alliés africains estiment qu'il suffit de se brancher et d'adhérer à l'idéologie des TICs pour que la pauvreté et la souffrance s'estompent. Illusoires raccourcis !

L'adhésion aux TICs ici et maintenant sans clarification des enjeux de l'ouverture forcée de l'Afrique au monde est synonyme d'acquisition pure et simple d'objets, et l'accès à des informations abondantes et pour la plupart futiles quand elles ne sont pas toxiques. L'accès offre par contre des opportunités de vente et d'installation aux multinationales et à leurs intermédiaires locaux, souvent haut placés, le libéralisme économique étant synonyme de népotisme, de clientélisme et d'affairisme sous nos cieux.

Il est vrai que les rues des villes africaines regorgent de boutiques, de kiosques ou simplement d'étals équipés qui permettent à des dizaines de milliers personnes de se brancher et à d'autres de survivre au chômage. Cette effervescence n'est que de la poudre aux yeux. Elle ne correspond nullement à l'éveil des consciences des Africain(e)s face aux véritables défis qui nous interpellent quant à l'autonomie de pensée et la production de richesses qui font de plus en plus défaut à nos sociétés. Elles sont pourtant les seules réponses durables à l'exclusion et au mépris. Les affaires qui se traitent sont pour la plupart des importations de biens et services qui ne résolvent rien pour ce qui est des aspirations des populations à l'emploi et au revenu. Cette effervescence n'est pas davantage l'expression d'une convivialité plus vraie que celle que nous connaissons et qui nous permet de tenir ensemble.

La société de l'information, en l'absence de débat d'idées sur les enjeux de la mondialisation néolibérale, ne peut qu'ajouter à notre désarroi et à notre vulnérabilité. Mais les systèmes de défense de nos sociétés sont d'autant plus faibles que nos dirigeants sont convertis d'avance.

L'optimisme béat et la fuite en avant sont surtout à l'avantage des puissants du Nord qui n'ont pas voulu du Nouvel Ordre Economique International (NOEI), ni du Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC) que les pays de l'hémisphère Sud appelaient de tous leurs vœux. Notre monde aurait eu un autre visage, aurait fonctionné sur des bases plus saines, équitables et plus solidaires si à l'époque, du temps où la souveraineté et la négociation avaient encore un sens, le Nord avait voulu et su écouter. Il n'en a pas été ainsi.

La question des prix des matières premières, les mécanismes et les modalités du financement du développement et de l'articulation de l'Afrique à l'économie mondiale à son rythme et en fonction de ses intérêts qui étaient à l'ordre du jour dans les années 70 et 80 sont toujours d'actualité mais toujours évacués. Les Nations riches nous invitent à nous taire sur leur refus d'annuler la dette extérieure, d'augmenter le volume de l'aide publique au développement et de réparer les préjudices économiques que nous devons aux réformes qu'ils ont imposées à nos Etats.

L'Afrique doit, sans nulle doute pouvoir manifester et traduire sa présence au monde en s'appropriant les TICs. Mais faisons de telle sorte que par le truchement de la société de l'information, des débats de fond qui éclairent le plus grand nombre sur les enjeux des connexions à la toile mondiale et sur le sens de notre présence aient lieu. La Société de l'information deviendra alors et alors seulement un moyen de communication véritable, mais aussi de résistance et de production d'alternative à l'ordre injuste et inhumain de la mondialisation néolibérale dont les TICs sont le bras armé.

Ces questions interpellent en même temps que les gouvernants, les multinationales et les argentiers, les acteurs et les organisations qui se réclament de la société civile. Sommes-nous prêts à jouer pleinement le rôle de contre-pouvoir qui nous sied le mieux, c'est à dire à exercer notre

droit de regard et de contrôle sur les choix, les décisions et les pratiques de nos dirigeants sans nous laisser distraire et instrumentaliser par leurs « partenaires » au développement ?

Toutes les bavures et tous les abus sont aujourd'hui possibles dans nos pays parce que les forces sociales qui ont émergé ces dix dernières années n'ont pas été suffisamment vigilantes.

Les questions qui nous interpellent le plus dans le débat sur l'Afrique et les TICs ont trait aux contenants (que véhiculent-elles ?), aux acteurs (qui pensent et qui parlent ?), aux cibles (à qui s'adressent les messages ?) et aux enjeux. C'est après avoir élucidé ces zones d'ombre ou en nous efforçant de les élucider que l'instrument deviendra réellement utile pour les sociétés civiles africaines.

Faut-il rappeler que la montée en force de la société civile mondiale dont Port Alegre I et II ont été les temps forts, est en grande partie due à l'utilisation judicieuse et citoyenne des TICs ? Se servir de l'arme de l'adversaire pour l'acculer et gagner la bataille de la dignité et de la justice sociale telle est la seule perspective que les peuples doivent envisager. A nous de jouer sur cette base

Aminata D. TRAORE